

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;  
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 houdende organisatie van twee extra halve dagen opleiding besteed aan de studieprogramma's waarin het referentiesysteem van de initiële competenties geïntegreerd is, wordt vervagen door hetgeen volgt:

“Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 houdende organisatie van twee bijkomende halve dagen opleiding besteed aan de studieprogramma's in overeenstemming met het referentiestelsel van de initiële competenties”.

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt het derde lid aangevuld met hetgeen volgt:

“Deze twee halve dagen kunnen alsnog worden georganiseerd tijdens het schooljaar 2022-2023 wanneer ze niet zijn georganiseerd tijdens de schooljaren 2020-2021 en/of 2021-2022 en, in afwijking van lid 1, uitsluitend op het niveau van elk netwerk overeenkomstig artikel 6.1.3-3, § 1, 2°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 29 augustus 2022.

**Art. 4.** De Minister van Leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 augustus 2022.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/42344]

**22 SEPTEMBRE 2022.** — Décret suspendant les coupures et insérant un article 66/1 dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et un article 2bis dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Du 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2022, sauf pour des raisons de sécurité, il est interdit de couper l'alimentation en électricité ou en gaz des clients résidentiels à la suite d'une procédure de défaut de paiement.

**Art. 2.** Dans le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, il est inséré un article 66/1 rédigé comme suit :

« Art. 66/1. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une catégorie de client protégé appelée client protégé conjoncturel octroyée :

1° du 20 septembre 2020 au 31 août 2023, aux clients résidentiels, ou toute personne vivant sous le même toit, bénéficiant d'une attestation du C.P.A.S. ou d'un service social reconnaissant une difficulté pour faire face à ses factures d'énergie, conformément à l'annexe 1;

2° aux clients résidentiels, à l'exclusion des clients visés à l'article 33, § 1<sup>er</sup>, en situation de défaut de paiement dans les cas suivants :

a) du 20 septembre 2020 au 31 août 2022, un client, ou toute personne vivant sous le même toit, dont le revenu professionnel est impacté par la crise de la COVID-19 au sens du paragraphe 2, 1°;

b) du 20 septembre 2020 au 31 août 2023, un client, ou toute personne vivant sous le même toit, disposant d'une allocation en tant que chômeur complet indemnisé;

c) du 20 septembre 2020 au 31 août 2023, un client, ou toute personne vivant sous le même toit, bénéficiant d'une intervention majorée versée par leur mutuelle en vertu de l'article 37 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

d) du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 août 2023, un client disposant d'une attestation de sinistre de l'assurance du client faisant suite aux inondations du mois de juillet 2021 ou un accusé de réception d'une demande d'aide du Fonds des calamités par suite des inondations de juillet 2021;

e) du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 août 2023 un client, ou toute personne vivant sous le même toit, dont le revenu professionnel est impacté significativement par la crise des prix de l'énergie.

§ 2. 1° le client dont le revenu professionnel est impacté par la crise de la COVID-19 au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, a), est :

a) une personne ayant bénéficié d'allocations de chômage temporaire pour force majeure en raison de la COVID-19 ou pour raisons économiques conformément à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et à l'arrêté royal du 30 mars 2020 visant à adapter les procédures dans le cadre du chômage temporaire dû au virus de la COVID-19 et à modifier l'article 10 de l'arrêté royal du 6 mai 2019 modifiant les articles 27, 51, 52bis,

58, 58/3 et 63 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et insérant les articles 36sexies, 63bis et 124bis dans le même arrêté lorsque ces allocations portent sur au moins quatorze jours de chômage temporaire ;

b) un travailleur indépendant, un aidant ou un conjoint aidant, au sens des articles 3, 5<sup>quater</sup>, 6 et 7<sup>bis</sup> de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants qui a bénéficié en 2020, 2021 et 2022 d'une prestation financière à la suite d'une interruption forcée, totale ou partielle, de son activité indépendante qui s'est produite à la suite de la COVID-19, en vertu de la loi du 23 mars 2020 modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et introduisant les mesures temporaires dans le cadre du COVID-19 en faveur des travailleurs indépendants;

2° le client dont le revenu professionnel est impacté significativement par la crise des prix de l'énergie visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, e), est :

a) une personne ayant bénéficié d'allocations de chômage temporaire pour force majeure en raison de la crise des prix de l'énergie au sens de la réglementation fédérale;

b) une personne ayant bénéficié du droit passerelle en raison de la crise des prix de l'énergie au sens de la réglementation fédérale.

§ 3. Le courrier du fournisseur relatif au défaut de paiement et le courrier du gestionnaire de réseau avertissant le client de la date et de la plage horaire du placement du compteur à budget informent le client quant aux conditions pour être client protégé conjoncturel.

Ces informations sont intégrées dans ces courriers émis 10 jours après la publication du présent décret au *Moniteur belge* et jusqu'au 31 août 2023.

Lors de la réception d'un courrier de déclaration en défaut de paiement pour une facture d'énergie de son fournisseur, le client souhaitant obtenir le statut de client protégé conjoncturel adresse, éventuellement via le C.P.A.S. ou un service social, une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel il est raccordé.

La demande écrite visée à l'alinéa 2 comprend :

1° les nom, prénom et l'adresse postale ou l'adresse mail du demandeur ;

2° le courrier de défaut de paiement notifié au client :

a) pour les clients résidentiels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, a), entre le 18 mars 2020 et le 31 août 2022 ;

b) pour les clients résidentiels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, b), c) et d), entre le 18 mars 2020 et le 31 août 2023 ;

c) pour les clients résidentiels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, e), entre le 1<sup>er</sup> septembre 2022 et le 31 août 2023 ;

3° et, soit,

a) une attestation de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage ou de tout autre organisme de paiement des allocations de chômage relative au chômage temporaire pour force majeure consécutive à la crise de la COVID-19;

b) une attestation d'une caisse d'assurance sociale relative aux prestations financières accordées dans le cadre « droit passerelle » lié à la crise de la COVID-19;

c) une attestation de la Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage ou de tout autre organisme de paiement des allocations de chômage relative au chômage complet indemnisé;

d) une attestation de la mutuelle en tant que bénéficiaire de l'intervention majorée;

e) une attestation conforme à l'annexe 1, du C.P.A.S. ou d'un service social;

4° dans le cas où le bénéficiaire du statut de client protégé conjoncturel n'est pas le titulaire du contrat de fourniture d'énergie : un certificat de composition du ménage délivré par l'Administration communale du lieu de domiciliation du client résidentiel au nom duquel est établi le formulaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution est seul responsable du traitement des données à caractère personnel transférées dans le cadre du présent article. Ces données sont supprimées par le gestionnaire de réseau dans un délai de trois mois après la fin de la période d'octroi du statut de client protégé conjoncturel.

Dès réception de la demande accompagnée des documents requis et, sans préjudice des dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire dudit réseau fournit le client protégé au tarif social.

Le gestionnaire de réseau de distribution informe le fournisseur et le client de l'octroi du statut de client protégé conjoncturel. Le gestionnaire de réseau de distribution communique les nom et prénom du ménage concerné au fournisseur. Dans le cas où le bénéficiaire du statut de client protégé conjoncturel n'est pas le titulaire du contrat de fourniture d'énergie, le gestionnaire de réseau de distribution communique les nom et prénom du titulaire du contrat. Le gestionnaire de réseau de distribution informe également le client des conditions qui découlent de l'octroi du statut de client protégé et du fait qu'il peut conclure un plan de paiement raisonnable auprès de son fournisseur pour rembourser sa dette. Le contrat qui lie le fournisseur et le client est suspendu. Le fournisseur commercial informe le client des conditions du contrat à l'échéance de la protection.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, le client visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, peut adresser, éventuellement via le C.P.A.S. ou un service social, une demande écrite pour obtenir le statut de client protégé conjoncturel au gestionnaire du réseau de distribution auquel le client est raccordé avant la réception d'un courrier de défaut de paiement de son fournisseur.

Dans ce cas, par dérogation au paragraphe 3, alinéa 3, la demande écrite au gestionnaire de réseau de distribution ne comprend pas de courrier de défaut de paiement.

§ 5. Les modalités de remboursement de la ou des factures impayées envers le fournisseur initial sont balisées dans un plan de paiement raisonnable, comme défini à l'article 30bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et à l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, conclu entre le fournisseur et le client, le cas échéant avec le soutien d'un service social.

En cas d'octroi du statut de client protégé conjoncturel, la procédure de défaut de paiement prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz est interrompue pour les factures émises avant le transfert de client chez le gestionnaire de réseau.

§ 6. Dans les limites des crédits budgétaires, le droit de demander le statut de client protégé conjoncturel est ouvert jusqu'au 31 août 2023.

§ 7. Le statut de client protégé conjoncturel prend fin d'office à l'expiration d'un délai de douze mois à compter de son octroi, sauf s'il a pris fin préalablement à la demande de son bénéficiaire.

Passé le délai de douze mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la suspension du contrat prend fin et le contrat entre le fournisseur et le client reprend tous ses effets.

Au plus tard trois mois avant la fin de l'expiration du délai de douze mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le gestionnaire de réseau de distribution notifie une lettre au client protégé conjoncturel concerné pour lui rappeler la date d'échéance de son statut. Cette lettre est notifiée au client protégé par simple lettre ou par adresse électronique à l'adresse communiquée au moment de la demande d'octroi du statut de client protégé conjoncturel.

Lorsqu'un bénéficiaire du statut de client protégé conjoncturel signe un contrat avec un fournisseur commercial et met fin anticipativement à son statut, le gestionnaire de réseau informe le client de la perte de son statut de client protégé et demande confirmation au client avant le transfert vers le fournisseur commercial.

§ 8. La Région wallonne prend en charge le coût de l'octroi du statut de client protégé conjoncturel sur base d'un montant forfaitaire. Le montant de l'intervention est calculé et actualisé semestriellement par la CWaPE et communiqué aux gestionnaires de réseau de distribution et à l'Administration. Ces montants sont considérés comme des produits issus de la facturation de la fourniture d'électricité ou de gaz à la clientèle propre du gestionnaire de réseau de distribution au sens de la méthodologie tarifaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution notifie mensuellement à l'Administration le nombre de clients protégés conjoncturels, pour le gaz, d'une part, et pour l'électricité, d'autre part.

Les montants nécessaires à la prise en charge du coût du dispositif sont avancés aux gestionnaires de réseau de distribution. Un décompte est réalisé annuellement sur base du nombre de ménages ayant bénéficié du statut et du montant de l'intervention forfaitaire calculé par la CWaPE pour les périodes concernées. En cas de sous-utilisation des crédits, le trop-perçu est remboursé par le gestionnaire de réseau de distribution à la Région. ».

**Art. 3.** Dans le même décret, il est inséré une annexe 1<sup>re</sup> rédigée comme suit :

« Annexe 1<sup>re</sup>- Document attestant de la qualité de client protégé conjoncturel au sens de l'article 66/1

Coordonnées du centre public d'action sociale ou du service social : .....

Adresse : .....

Tél. : .....

Cachet : Signature du président/secrétaire

Conformément à la décision prise par le centre public d'action sociale ou le service social, le présent document atteste que :

M./Mme (nom et prénom) : ..... Adresse : .....

Bénéficie effectivement de la qualité de client protégé conjoncturel en application de l'article 66/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

Date : .....

Cette attestation est valable jusqu'au 31 août 2023 ».

**Art. 4.** Dans le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, il est inséré un article 2bis rédigé comme suit :

« Art. 2bis. Pour la période du 20 septembre 2020 au 1<sup>er</sup> septembre 2024, par dérogation à l'article 2, 37°, on entend par « client protégé » : le client final repris dans une catégorie visée aux articles 33 et 66/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et pouvant bénéficier de mesures sociales relatives au secteur gazier. ».

**Art. 5.** L'article 66/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et l'article 2bis du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz cessent d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 22 septembre 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2021-2022.  
Documents du Parlement wallon, 1029 (2022-2023) N<sup>os</sup> 1 à 6  
Compte rendu intégral, séance plénière du 21 septembre 2022  
Discussion.  
Vote.

—————  
ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/42344]

#### 22. SEPTEMBER 2022 — Dekret zur Aussetzung von Unterbrechungen und zur Einfügung eines Artikels 66/1 in das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Vom 1. November bis zum 31. Dezember 2022 ist es, außer aus Sicherheitsgründen, verboten, die Strom- oder Gasversorgung von Haushaltskunden infolge eines Zahlungsverzugsverfahrens zu unterbrechen.

**Art. 2** - In das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts wird ein Artikel 66/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 66/1 - § 1. Es wird eine Kategorie geschützter Kunden unter der Bezeichnung „konjunkturbedingt geschützte Kunden“ eingeführt, in die folgende Kunden aufgenommen werden:

1° vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: Haushaltskunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, die über eine Bescheinigung des ÖSHZ oder eines Sozialdienstes gemäß Anhang 1 verfügen, in der ihre Schwierigkeiten, die Energierechnung zu begleichen, anerkannt werden;

2° Haushaltskunden, mit Ausnahme der in Artikel 33 § 1 genannten Kunden, die sich in Zahlungsverzug befinden, falls es sich um folgende Personen handelt:

a) vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, auf dessen Berufseinkommen die COVID-19-Krise Auswirkungen im Sinne von Paragraph 2 Ziffer 1 hat;

b) vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, der über eine Zulage als entschädigter Vollarbeitsloser verfügt;

c) vom 20. September 2020 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, der aufgrund von Artikel 37 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung Anspruch auf eine von seiner Krankenkasse überwiesene erhöhte Beteiligung hat;

d) vom 1. Januar 2022 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, der über einen Schadensnachweis seiner Versicherung infolge der Überschwemmungen im Juli 2001 oder eine Bestätigung des Empfangs eines Antrags auf Beihilfe aus dem Katastrophenfonds infolge der Überschwemmungen im Juli 2001 verfügt;

e) vom 1. September 2022 bis zum 31. August 2023: einen Kunden, oder jede unter demselben Dach wohnende Person, auf dessen Berufseinkommen die Energiepreiskrise erhebliche Auswirkungen hat.

§ 2. 1° der Kunde, auf dessen Berufseinkommen die COVID-19-Krise Auswirkungen im Sinne von Paragraph 2 Ziffer 2 Buchstabe a) hat, ist:

a) eine Person, die aus Gründen höherer Gewalt wegen des COVID-19 oder aus wirtschaftlichen Gründen eine Zulage für vorübergehende Arbeitslosigkeit gemäß dem Königlichen Erlass vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit und dem Königlichen Erlass vom 30. März 2020 zur Anpassung der Verfahren im Rahmen der vorübergehenden Arbeitslosigkeit infolge des COVID-19-Virus und zur Abänderung des Artikels 10 des Königlichen Erlasses vom 6. Mai 2019 zur Abänderung der Artikel 27, 51, 52bis, 58, 58/3 und 63 des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit und zur Einfügung der Artikel 36sexies, 63bis und 124bis in denselben Erlass erhalten hat, wenn sich diese Zulage auf einen Zeitraum von mindestens vierzehn Tagen vorübergehender Arbeitslosigkeit bezieht;

b) 2° ein Selbständiger, ein Helfer oder ein mithelfender Ehepartner im Sinne der Artikel 3, 5quater, 6 et 7bis des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen, der 2020, 2021 und 2022 nach einer infolge des COVID-19 stattgefundenen vollständigen oder teilweisen Zwangsunterbrechung seiner selbständigen Tätigkeit eine finanzielle Leistung aufgrund des Gesetzes vom 23. März 2020 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige und zur Einführung von zeitweiligen Maßnahmen zugunsten der Selbständigen im Rahmen von COVID-19 erhalten hat;

2° der Kunde, auf dessen Berufseinkommen die Energiepreiskrise erhebliche Auswirkungen im Sinne von Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstabe e) hat, ist:

a) eine Person, die aus Gründen höherer Gewalt wegen der Energiepreiskrise eine Zulage für vorübergehende Arbeitslosigkeit gemäß der föderalen Gesetzgebung erhalten hat;

b) eine Person, die wegen der Energiepreiskrise in den Genuss eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen gemäß der föderalen Gesetzgebung gekommen ist;

§ 3. Im Schreiben des Versorgers über den Zahlungsverzug und im Schreiben des Netzbetreibers, mit dem der Kunde über das Datum und das Zeitfenster für die Anbringung des Budgetmesszählers benachrichtigt wird, wird der Kunde über die Bedingungen informiert, unter denen er als konjunkturbedingt geschützter Kunde gilt.

Diese Informationen werden in diese 10 Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im Belgischen Staatsblatt und bis zum 31. August 2023 verschickten Schreiben aufgenommen.

Bei Erhalt eines Schreibens, in dem für eine Energierechnung seines Versorgers der Zahlungsverzug erklärt wird, richtet der Kunde, der den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde erlangen möchte, ggf. über das ÖSHZ oder einen Sozialdienst, einen schriftlichen Antrag an den Betreiber des Verteilernetzes, an das er angeschlossen ist.

Der schriftliche Antrag nach Absatz 2 enthält:

1° Name, Vorname und Postanschrift oder Mail-Adresse des Antragstellers;

2° das Schreiben über den Zahlungsverzug, das zugestellt wurde:

a) für die in Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstabe a) genannten Haushaltskunden zwischen dem 18. März 2020 und dem 31. August 2022;

b) für die in Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstaben b), c) und d) genannten Haushaltskunden zwischen dem 18. März 2020 und dem 31. August 2023;

c) für die in Paragraph 1 Ziffer 2 Buchstabe e) genannten Haushaltskunden zwischen dem 1. September 2020 und dem 31. August 2023;

3° und entweder

a) eine Bescheinigung der Hilfskasse für die Auszahlung des Arbeitslosengeldes oder jeder anderen Zahlstelle für Arbeitslosengeld über die vorübergehende Arbeitslosigkeit aus Gründen höherer Gewalt infolge der COVID-19-Krise;

b) eine Bescheinigung einer Sozialversicherungskasse über die finanziellen Leistungen, die im Rahmen des mit der COVID-19-Krise verbundenen Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen gewährt werden;

c) eine Bescheinigung der Hilfskasse für die Auszahlung des Arbeitslosengeldes oder jeder anderen Zahlstelle für Arbeitslosengeld über die entschädigte Vollarbeitslosigkeit;

d) eine Bescheinigung der Krankenkasse als Empfänger der erhöhten Beteiligung;

e) eine dem Anhang 1 entsprechende Bescheinigung des ÖSHZ oder eines Sozialdienstes;

4° Falls es sich bei der Person, die den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde besitzt, nicht um den Inhaber des Energieliefervertrags handelt: eine Bescheinigung über die Haushaltszusammensetzung, die von der Gemeindeverwaltung des Orts ausgestellt wird, an dem der Haushaltskunde, auf dessen Namen das Formular erstellt wird, seinen Wohnsitz hat.

Der Betreiber des Verteilernetzes trägt die alleinige Verantwortung für die Verarbeitung der im Rahmen des vorliegenden Artikels übertragenen personenbezogenen Daten. Diese Daten werden vom Netzbetreiber innerhalb von drei Monaten nach dem Ende des Zeitraums, in dem der Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde gewährt wird, gelöscht.

Sobald dieser Antrag zusammen mit den verlangten Dokumenten eingegangen ist, und unbeschadet der technischen Vorschriften für die Verwaltung des Verteilernetzes hinsichtlich des Informationsaustauschs, muss der Betreiber des betreffenden Netzes den geschützten Kunden zum Sozialtarif beliefern.

Der Betreiber des Verteilernetzes informiert den Versorger und den Kunden über die Gewährung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde. Der Betreiber des Verteilernetzes teilt dem Versorger den Namen und Vornamen des betroffenen Haushalts mit. Falls es sich bei der Person, die den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde besitzt, nicht um den Inhaber des Energieliefervertrags handelt, teilt der Betreiber des Verteilernetzes den Namen und Vornamen des Vertragsinhabers mit. Der Betreiber des Verteilernetzes informiert ebenfalls den Kunden über die Bedingungen, die sich aus der Gewährung des Status als geschützter Kunde ergeben, und über die Tatsache, dass er mit seinem Versorger einen zumutbaren Zahlungsplan vereinbaren kann, um seine Schuld zurückzuzahlen. Der Vertrag, der den Versorger und den Kunden bindet, wird ausgesetzt. Der gewerbliche Versorger informiert den Kunden über die ab Ablauf des Schutzes geltenden Vertragsbedingungen.

§ 4. In Abweichung von Paragraph 3 kann der in Paragraph 1 Ziffer 2 genannte Kunde vor dem Erhalt eines Schreibens seines Versorgers über den Zahlungsverzug einen schriftlichen Antrag zur Erlangung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde, ggf. über das ÖSHZ oder einen Sozialdienst, an den Betreiber des Verteilernetzes richten, an das er angeschlossen ist.

In diesem Fall umfasst der schriftliche Antrag an den Betreiber des Verteilernetzes in Abweichung von Paragraph 3 Absatz 3 Ziffer kein Schreiben über den Zahlungsverzug.

§ 5. Die Modalitäten für die Rückzahlung der unbezahlten Rechnung(en) des ursprünglichen Versorgers werden ggf. mit der Unterstützung eines Sozialdienstes in einem zwischen dem Versorger und dem Kunden vereinbarten zumutbaren Zahlungsplan nach Artikel 30bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und Artikel 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt organisiert.

Im Falle einer Gewährung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde wird für die vor der Kundenübertragung an den Netzbetreiber ausgestellten Rechnungen das im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt vorgesehene Verfahren bei Nichtzahlung ausgesetzt.

§ 6. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel gilt das Anrecht, den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde zu beantragen, bis zum 31. August 2023.

§ 7. Der Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde endet von Amts wegen nach Ablauf einer Frist von zwölf Monaten ab dessen Gewährung, es sei denn, er endete auf Antrag des Anspruchsberechtigten zu einem früheren Zeitpunkt.

Nach Ablauf dieser in Absatz 1 genannten zwölfmonatigen Frist endet die Aussetzung des Vertrags und wird der Vertrag zwischen dem Versorger und dem Kunden erneut uneingeschränkt wirksam.

Spätestens drei Monate vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten zwölfmonatigen Frist stellt der Betreiber des Verteilernetzes dem betroffenen konjunkturbedingt geschützten Kunden ein Schreiben zu, um ihn an das Datum der Fälligkeit seines Status zu erinnern. Diese Zustellung erfolgt in der Form eines einfachen Schreibens oder per E-Mail an die Adresse, die bei der Beantragung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde mitgeteilt wurde.

Wenn die Person, die den Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde besitzt, einen Vertrag mit einem gewerblichen Versorger abschließt und seinen Status vorzeitig beendet, benachrichtigt der Netzbetreiber den Kunden über den Verlust seines Status als geschützter Kunde und ersucht ihn vor der Übertragung an den gewerblichen Versorger um eine Bestätigung.

§ 8. Die Wallonische Region übernimmt die Kosten für die Gewährung des Status als konjunkturbedingt geschützter Kunde auf der Grundlage eines Pauschalbetrags. Die Höhe der Beteiligung wird von der CWaPE halbjährlich errechnet und aktualisiert und den Verteilernetzbetreibern sowie der Verwaltung mitgeteilt. Diese Beträge werden als Erlöse aus der Fakturierung der Lieferung von Strom und Gas an die eigenen Kunden des Verteilernetzbetreibers im Sinne der Tarifmethodik angesehen.

Der Betreiber des Verteilernetzes notifiziert der Verwaltung monatlich die Anzahl konjunkturbedingt geschützter Gaskunden, einerseits, und Stromkunden, andererseits.

Die zur Übernahme der Kosten für die Regelung erforderlichen Beträge werden den Verteilernetzbetreibern im Voraus überwiesen. Eine Abrechnung wird jährlich auf der Grundlage der Anzahl Haushalte, denen der Status zuerkannt wurde, und der von der CWaPE für die betroffenen Zeiträume errechneten Höhe der Pauschalbeteiligung erstellt. Bei nicht vollständiger Verwendung der Mittel wird der zu viel erhobene Betrag vom Netzbetreiber an die Region zurückerstattet.“

**Art. 3** - In dasselbe Dekret wird ein Anhang 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Anhang 1 - Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als konjunkturbedingt geschützter Kunde im Sinne von Artikel 66/1

Kontaktdaten des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder des Sozialdienstes: .....

Anschrift: .....

Tel. : .....

Stempel: Unterschrift des Vorsitzenden/Sekretärs

Gemäß dem vom öffentlichen Sozialhilfezentrum oder vom Sozialdienst gefassten Beschluss wird durch das vorliegende Dokument bescheinigt, dass:

Herr/Frau (Name und Vorname): ..... Anschrift: .....

die Eigenschaft als konjunkturbedingt geschützter Kunde in Anwendung des Artikels 66/1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts tatsächlich besitzt.

Datum: .....

Diese Bescheinigung ist bis zum 31. August 2023 gültig“.

**Art. 4** - In das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird ein Artikel 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 2bis - Für den Zeitraum vom 20. September 2020 bis zum 1. September 2024 gilt abweichend von Artikel 2 Ziffer 37 als „geschützter Kunde“: der Endkunde, der in eine Kategorie gemäß Artikel 33 und 66/1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts aufgenommen wurde und in den Genuss von sozialen Maßnahmen in Bezug auf den Gassektor kommen kann.“

**Art. 5** - Die Artikel 66/1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und 2bis des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts treten am 1. September 2014 außer Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret, und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 22. September 2022

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,  
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen  
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen  
und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen  
C. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2021-2022

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1029 (2022-2023) Nrn. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 21. September 2022

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/42344]

**22 SEPTEMBER 2022. — Decreet tot opschorting van de afsluitingen en tot invoeging van een artikel 66/1 in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en een artikel 2bis in het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Van 1 november tot en met 31 december 2022 is het, behalve om veiligheidsredenen, verboden de levering van elektriciteit of gas aan residentiële afnemers af te sluiten na een wanbetalingsprocedure.

**Art. 2.** In het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt wordt een artikel 66/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 66/1. § 1. Er wordt een categorie beschermde afnemers opgericht, die “conjunctureel beschermde afnemers” wordt genoemd en die toegekend wordt:

1° van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2023, aan de residentiële afnemers, of elke persoon die onder hetzelfde dak woont, die genieten van een attest van het OCMW of van een sociale dienst dat erkent dat het moeilijk is om aan zijn energiefactuur te voldoen overeenkomstig bijlage 1;

2° aan de residentiële afnemers, met uitzondering van de afnemers bedoeld in artikel 33, § 1, in gebreke van betaling in de volgende gevallen:

*a)* van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2022, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, wiens beroepsinkomen wordt beïnvloed door de COVID 19-crisis in de zin van paragraaf 2, 1°;

*b)* van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, die als volledig vergoede werkloze een uitkering heeft;

*c)* van 20 september 2020 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, die geniet van een verhoogde tegemoetkoming van zijn ziekenfonds krachtens artikel 37 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

*d)* van 1 januari 2022 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer met een schadeattest van de verzekeringsmaatschappij van de afnemer als gevolg van de overstromingen van juli 2021 of een ontvangstbevestiging van een aanvraag om bijstand van het Rampenfonds als gevolg van de overstromingen van juli 2021;

*e)* van 1 september 2022 tot en met 31 augustus 2023, een afnemer, of een persoon die onder hetzelfde dak woont, wiens beroepsinkomen aanzienlijk wordt beïnvloed door de energieprijscrisis.

§ 2. 1° de in paragraaf 1, 2°, *a)*, bedoelde afnemer wiens beroepsinkomsten worden beïnvloed door de COVID-19 crisis, is :

*a)* 1° een persoon die een tijdelijke werkloosheidsuitkering heeft ontvangen wegens overmacht als gevolg van COVID-19 of om economische redenen overeenkomstig het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en het koninklijk besluit van 30 maart 2020 tot aanpassing van de procedures in het kader van tijdelijke werkloosheid omwille van het COVID-19-virus en tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 mei 2019 tot wijziging van de artikelen 27, 51, 52bis, 58, 58/3 en 63 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoeging van de artikelen 36sexies, 63bis en 124bis in hetzelfde besluit, wanneer deze uitkering ten minste 14 dagen tijdelijke werkloosheid dekt;

*b)* 2° een zelfstandige, een helper of een meewerkende echtgeno(o)t(e) in de zin van de artikelen 3, 5quater, 6 en 7bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, die in 2020, 2021 en 2022 een financiële uitkering heeft ontvangen na een gedwongen onderbreking, geheel of gedeeltelijk, van zijn of haar zelfstandige activiteit als gevolg van COVID-19 krachtens de wet van 23 maart 2020 tot wijziging van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen en tot invoering van tijdelijke maatregelen in het kader van COVID-19 ten gunste van zelfstandigen;

2° de in paragraaf 1, 2°, *e)*, bedoelde afnemer wiens beroepsinkomsten aanzienlijk worden beïnvloed door de energieprijscrisis, is :

*a)* een persoon die een tijdelijke werkloosheidsuitkering heeft ontvangen wegens overmacht als gevolg van de energieprijscrisis in de zin van de federale reglementering;

*b)* een persoon die het overbruggingsrecht heeft ontvangen wegens overmacht als gevolg van de energieprijscrisis in de zin van de federale reglementering;

§ 3. De brief van de energieleverancier waarin de situatie van wanbetaling wordt gemeld en de brief van de netbeheerder die de afnemer in kennis stelt van de datum en het tijdstip van de installatie van de budgetmeter, informeren de afnemer over de voorwaarden om een conjuncturele beschermde afnemer te zijn.

Deze informatie wordt opgenomen in deze brieven die 10 dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* en tot 31 maart 2023 worden verzonden.

Bij de ontvangst van een brief waarin hij als wanbetaler verklaard wordt voor een energiefactuur van zijn leverancier, stuurt de afnemer die het statuut van conjuncturele beschermde afnemer wenst te verkrijgen, eventueel via het OCMW of een sociale dienst, een schriftelijke aanvraag aan de beheerder van het distributienet waarop hij is aangesloten.

De in het tweede lid bedoelde aanvraag omvat:

1° de naam, de voornaam en het post- of e-mailadres van de aanvrager;

2° de wanbetalingsbrief die betekend is:

a) voor de in paragraaf 1, 2°, a), bedoelde residentiële afnemers, tussen 18 maart 2020 en 31 augustus 2022;

b) voor de in paragraaf 1, 2°, b), c) en d) bedoelde residentiële afnemers, tussen 18 maart 2020 en 31 augustus 2023;

c) voor de in paragraaf 1, 2°, e), bedoelde residentiële afnemers, tussen 1 september 2022 en 31 augustus 2023;

3° en ofwel,

a) a) een attest van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of van elke andere instelling die belast is met de betaling van werkloosheidsuitkeringen in verband met tijdelijke werkloosheid wegens overmacht als gevolg van de COVID 19-crisis;

b) b) een attest van een sociale verzekeringskas met betrekking tot de financiële uitkeringen die in het kader van het "overbruggingsrecht" in verband met de COVID 19-crisis zijn toegekend;

c) een attest van de Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen of van elke andere instelling die belast is met de betaling van werkloosheidsuitkeringen in verband met volledig vergoede werkloosheid;

d) een attest van het ziekenfonds als begunstigde van de verhoogde bijstand;

e) een met bijlage 1 overeenkomstig attest van het OCMW of van een sociale dienst;

4° als de begunstigde van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer niet de houder is van het energieleveringscontract: een attest van gezinssamenstelling dat is afgegeven door het gemeentebestuur van de woonplaats van de residentiële afnemer op wiens naam het formulier is opgesteld.

De distributienetbeheerder is als enige verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonlijke gegevens die in het kader van dit artikel worden overgedragen. Deze gegevens worden door de netbeheerder gewist binnen drie maanden na afloop van de termijn voor het verlenen van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer.

Na ontvangst van de aanvraag vergezeld van de vereiste documenten is de netbeheerder verplicht aan de afnemer te leveren tegen het sociale tarief, onverminderd de technische bepalingen voor het beheer van het distributienet betreffende informatie-uitwisseling.

De distributienetbeheerder stelt de leverancier en de afnemer in kennis van de toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer. De distributienetbeheerder stelt de leverancier in kennis van de naam en de achternaam van het betrokken huishouden. Indien de begunstigde van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer niet de houder van het energieleveringscontract is, deelt de distributienetbeheerder de naam en de achternaam van de houder van het contract mee. De distributienetbeheerder stelt de afnemer tevens in kennis van de voorwaarden die voortvloeien uit de toekenning van het statuut van beschermde afnemer en van het feit dat hij met zijn leverancier een redelijk betalingsplan kan aangaan om zijn schuld terug te betalen. Het contract tussen de leverancier en de afnemer wordt opgeschort. De commerciële leverancier stelt de klant op de hoogte van de voorwaarden van het contract wanneer de bescherming afloopt.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 kan de in paragraaf 1, 2°, bedoelde afnemer, eventueel via het OCMW of een sociale dienst, een schriftelijke aanvraag indienen om het statuut van conjunctureel beschermde afnemer te verkrijgen bij de distributienetbeheerder waarop de afnemer is aangesloten vóór de ontvangst van een brief van zijn leverancier over de wanbetaling.

In afwijking van paragraaf 3, derde lid, bevat de schriftelijke aanvraag aan de distributienetbeheerder in dit geval geen wanbetalingsbrief.

§ 5. De modaliteiten voor de terugbetaling van de onbetaalde factuur(en) aan de oorspronkelijke leverancier worden vastgelegd in een redelijk betalingsplan, zoals omschreven in artikel 30bis van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2066 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en artikel 33bis van het besluit betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, dat tussen de leverancier en de afnemer wordt gesloten, in voorkomend geval met ondersteuning van een sociale dienst.

In geval van toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer wordt de wanbetalingsprocedure bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2066 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en artikel 33bis van het besluit betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt onderbroken voor de facturen die worden uitgeschreven voordat de afnemer wordt overgedragen aan de netbeheerder.

§ 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten is het recht om het statuut van conjunctureel beschermde afnemer aan te vragen open tot 31 augustus 2023.

§ 7. Het statuut van conjunctureel beschermde afnemer eindigt automatisch aan het einde van 12 maanden vanaf de datum van toekenning, tenzij het op verzoek van de begunstigde eerder is beëindigd.

Na deze periode van 12 maanden bedoeld in het eerste lid eindigt de opschorting van het contract en hervat het contract tussen de leverancier en de afnemer alle gevolgen ervan.

Uiterlijk drie maanden voor het einde van de in lid 1 bedoelde periode van twaalf maanden stelt de distributienetbeheerder de betrokken conjunctureel beschermde afnemer per brief in kennis van de datum waarop zijn statuut afloopt. Deze brief wordt naar de beschermde afnemer per gewone brief of per e-mail verzonden op het adres dat bij de aanvraag voor de toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer werd meegedeeld.

Wanneer een begunstigde van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer een contract met een commerciële leverancier ondertekent en zijn statuut vroegtijdig beëindigt, informeert de netbeheerder de afnemer over het verlies van zijn statuut van beschermde afnemer en vraagt hij bevestiging van de afnemer vóór de overdracht naar de commerciële leverancier.



§ 8. Het Waalse Gewest draagt de kosten voor de toekenning van het statuut van conjunctureel beschermde afnemer op basis van een forfaitair bedrag. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt om de zes maanden door de CWaPE berekend en geactualiseerd en aan de distributienetbeheerders en de Administratie meegedeeld. Deze bedragen worden beschouwd als inkomsten uit de facturering van de elektriciteits- of gasleveringen aan de eigen afnemers van de distributienetbeheerder in de zin van de tariefmethodologie.

De distributienetbeheerder stelt de Administratie maandelijks in kennis van het aantal conjunctureel beschermde afnemers, enerzijds voor gas en anderzijds voor elektriciteit.

De bedragen die nodig zijn om de kosten van de regeling te dekken, worden voorgeschoten aan de distributienetbeheerders. Jaarlijks wordt een afrekening gemaakt op basis van het aantal huishoudens dat het statuut heeft genoten en het bedrag van de forfaitaire tegemoetkoming dat door de CWaPE voor de betrokken periodes is berekend. In geval van onderbenutting van de kredieten wordt het teveel betaalde bedrag door de distributienetbeheerder aan het Gewest terugbetaald. »

**Art. 3.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een bijlage 1, luidend als volgt:

“Bijlage 1 - Document ter staving van de hoedanigheid van beschermde afnemer in de zin van artikel 66/1

Gegevens van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van de centrale dienst: .....

Adres : .....

Tel. : .....

Stempel: Handtekening van de Voorzitter/Secretaris

Overeenkomstig de beslissing genomen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de sociale dienst, bevestigt dit document dat:

De heer/Mevr. (naam en voornaam) : ..... Adres : .....

Heeft daadwerkelijk de hoedanigheid van beschermde afnemer overeenkomstig artikel 66/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Datum: .....

Dit attest is geldig tot 31 augustus 2023”.

**Art. 4.** In het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. *2bis*. Voor de periode van 20 september 2020 tot en met 1 september 2024 wordt, in afwijking van artikel 2, 37°, onder “beschermde afnemer” verstaan: de eindafnemer die behoort tot een categorie bedoeld in de artikelen 33 en 66/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en die kan genieten van sociale maatregelen met betrekking tot de gasector. ».

**Art. 5.** Artikel 66/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en artikel *2bis* van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt houden op van kracht te zijn op 1 september 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 september 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie  
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
C. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2021-2022.

Stukken van het Waals Parlement, 1029 (2022-2023) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 21 september 2022.

Bespreking.

Stemming.